

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY

NANCY, le 09/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/01/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SOFIDEL FRANCE

Ban la Dame

Parc d'activités de Nancy-Pompey

54390 FROUARD

Références : LR/EC/IP/0284_2023
Code AIOT : 0006200203

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/01/2023 dans l'établissement SOFIDEL FRANCE implanté Ban la Dame Parc d'activités de Nancy-Pompey 54390 FROUARD. L'inspection a été annoncée le 22/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOFIDEL FRANCE
- Ban la Dame Parc d'activités de Nancy-Pompey 54390 FROUARD
- Code AIOT : 0006200203
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est une papeterie qui fabrique, transforme et conditionne les papiers.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets atmosphériques des installations de combustion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Obligation de surveillance continue	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Lettre de suite	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
9	Surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Lettre de suite	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 27/07/2006, article 11.2	/	Sans objet
2	Surveillance des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 02/07/2021, article 2	/	Sans objet
3	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 34	/	Sans objet
4	Valeur limite d'émissions	AP Complémentaire du 24/10/2013, article 13.3	/	Sans objet
5	Condition de surveillance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
6	Obligation de surveillance continue	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
7	Obligation de surveillance continue	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relèvent des incertitudes sur les mesures continues des chaudières biomasse et gaz. Il est demandé à l'exploitant, dans la lettre de suites, de s'assurer de la représentativité des mesures continues par un étalonnage conforme aux normes en vigueur des appareils de contrôle de ces équipements.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/07/2006, article 11.2
Thème(s) : Risques chroniques, conception des cheminées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets atmosphériques autorisés sont ceux : des trois chaudières gaz
Constats : Les différents arrêtés préfectoraux de l'établissement (27-07-2006, 31-07-2003 et 13-11-1997) précisent seulement les hauteurs des conduits. L'exploitant indique dans le logiciel de déclaration annuelle des émissions polluants (GEREP) en 2021 les débits suivants : -Chaud gaz : 7 MW, débit : 8 814 m ³ /h -Chaud gaz : 13,5 MW, débit : 9 794 m ³ /h -Sécheur machine à papier 1 à gaz : - 12 MW, débit : 38 523 m ³ /h -Sécheur 2 gaz : 12 MW, débit : 11 580 m ³ /h Un examen approfondi et comparatif entre ces données et le dossier d'autorisation de l'établissement sera réalisé ultérieurement par l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/07/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, polluants concernés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'article 11.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2002.110 du 31 juillet 2003 modifié est modifié comme suit : « les valeurs d'émission sont les suivantes : - CO : 100 mg/Nm ³ - NOx : 120 mg/Nm ³ Avec un contrôle continu et annuel pour les paramètres CO, NOx, Poussière »
Constats : Le rapport du bureau de contrôle du laboratoire agréé de janvier 2022 indique les mesures suivantes : - CO : 0,41 mg/Nm ³ - NOx : 0,279 mg/Nm ³ - Poussières : 1,029 mg/Nm ³ L'appareil de contrôle de mesure d'analyse enregistre les concentrations des chaudières gaz de façon continue. Lors de la visite, l'alarme était actionnée pour les NOx, sans intervention de technicien pour mettre en place des actions correctives. La valeur moyenne indiquée était de 135 mg/ Nm ³ (au lieu de 120 mg/Nm ³). Par courrier du 31 janvier 2023, l'exploitant informe l'inspection que l'alarme est reportée dorénavant sur le bureau du contremaître. L'exploitant explique que tous les matins, seront mis en place des vérifications et actions en cas de non conformité des polluants. Des nouvelles mesures ont été réalisées depuis la visite d'inspection qui sont proches de 90 mg/Nm ³ .
Observations : L'inspection propose de rappeler, dans la lettre de suites, la vigilance de l'exploitant

sur les mesures continues.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 34
Thème(s) : Risques chroniques, validation des mesures continues
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées : - aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre ; - aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse 110 % des valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre ; - 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre.
Constats : En octobre 2022, l'exploitant a transmis le bilan du 1 ^{er} semestre 2022 à l'inspection. Pour la chaudière gaz 1 au mois de juin, les valeurs sont inférieures aux seuils imposés par l'arrêté ministériel : - 120 mg/Nm ³ pour la moyenne mensuelle ; - 132 mg/Nm ³ pour la moyenne journalière ; - 240 mg/Nm ³ pour la moyenne horaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Valeur limite d'émissions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/10/2013, article 13.3
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite d'émissions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets atmosphériques issus de l'installation de combustion respectent les valeurs limites d'émissions suivantes : - SO ₂ : 200 mg/Nm ³ - NO _x : 400 mg/Nm ³ - Poussières (PM ₁₀) : 20 mg/Nm ³ - CO : 200 mg/Nm ³
Constats : Pour la chaudière biomasse, le rapport du bureau de contrôle de juin 2022 indique les mesures suivantes : - SO _x : 0 mg/Nm ³ - CO : 32,23 mg/Nm ³ - NO _x : 302,6 mg/Nm ³ - Poussières : 1,93 mg/Nm ³
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Condition de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des AMS – QAL1
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.
Constats : L'exploitant a transmis en date du 31 janvier 2023 le QAL1 des chaudières gaz avec une date de validation jusqu'au 1 ^{er} mars 2027 et la présence de tampon allemand. Les pages de validation des polluants sont indiquées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Obligation de surveillance continue

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des AMS – QAL2
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2
Constats : L'exploitant mentionne dans son courrier du 31 janvier 2023 un QAL 2 de 2019, envoyé par mail en juin 2020 à l'inspection. Le bureau de contrôle agréé a établi les droites d'étalonnage pour CO et NOx suivant des mesures effectuées conformes à la norme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Obligation de surveillance continue

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des AMS – QAL3
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - L'absence de dérive est contrôlée par la procédure QAL 3
Constats : L'exploitant a envoyé par mail du 4 janvier 2023 la procédure QAL 3, qui décrit la manipulation avec des photos. La carte de contrôle est présente et le gaz d'étalonnage est bien mis en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Obligation de surveillance continue

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des AMS – AST
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST.
Constats : L'exploitant a remis à l'inspection l'AST du 15 décembre 2021. Après la lecture du rapport de contrôle (p4), les droites d'étalonnage considérées pour réaliser l'AST sont différentes du rapport de contrôle du QAL 2 de 2019. En effet la droite d'étalonnage du QAL 2 de 2019 pour le CO était de $y = x - 0,3$ et pour le Nox : $y = 1,07x$. L'AST prend en compte les droites suivantes CO était de $y = 1,04x - 0,57$ et pour le Nox : $y = 1,14x - 2,06$. L'inspection demande une justification de la différence des droites d'étalonnage et l'AST réalisée en décembre 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, mesures continues
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST). Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST. Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.
Constats : D'après les fiches techniques de combustion de la Direction Générale des Préventions des Risques, signées le 22 novembre 2019, et de la réglementation des installations de combustion du 3 août 2018, la chaudière biomasse est soumise à l'arrêté ministérielle relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110. A ce titre, tout appareil de mesure continue doit être étalonné selon la norme en vigueur d'après l'article ci-dessus. Par ailleurs, lors de la visite, l'inspection a vérifié les mesures continues du 2 juin 2022 pour le NOx entre 9h et 12h : la concentration moyenne enregistrée à cette date est de 436,75 mg/Nm ³ (435 mg/Nm ³ , 443 mg/Nm ³ , 429 mg/Nm ³ , 440 mg/Nm ³). Cette valeur est à comparer au rapport de contrôle du laboratoire agréé CERECO en date du 24 juin 2022 qui a mesuré 302,6 mg/Nm ³ le 2 juin

<p>2022.</p> <p>La différence est notable et la question de la représentativité des mesures continues se pose.</p> <p>L'inspection demande donc par lettre de suites la réalisation d'un QAL 2, AST et QAL 3 dans un délai de 3 mois.</p>
<p>Observations : Suite au passage de l'inspection, l'exploitant a décrit par courrier du 31 janvier 2023 les actions correctives en cas de dépassement des VLE en NOx :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérification taux d'humidité du bois ; - réglage de la combustion par recirculation des fumées et de la température.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>